

réussissent sur la terre. Il me semble plutôt qu'on devrait faire quelque chose pour encourager ceux des nôtres qui, pour une raison ou une autre, désirent continuer la vie des champs ailleurs que dans la province où ils sont nés. En prêtant secours aux compagnies de transport qui ne comptent qu'avec le nombre sans s'inquiéter beaucoup de la qualité, nous continuons l'erreur qui se constate aujourd'hui, dans ce domaine: des sommes considérables sont dépensées et nous n'en retirons pas le bénéfice attendu. D'abord et avant tout, trouvons le moyen de donner aux Canadiens les mêmes facilités qu'aux étrangers.

Le crédit agricole est certainement appelé à rendre à la classe agricole des services appréciables. Nous avons déjà dans la province de Québec une organisation admirable: les Caisses populaires,—que je désirerais encore mieux comprises et plus nombreuses,—lesquelles ont rendu et rendent encore d'excellents services à nos cultivateurs.

Il y a aussi notre instruction qui, dans les collèges commerciaux spécialement, n'a pas suffisamment dirigé les jeunes gens vers la terre. On a constaté cette lacune et le mal causé dans ce sens, et on tend à y remédier. Tout est là: démontrer aux jeunes gens que la terre doit être aimée parce qu'elle est la principale richesse, le domaine national par excellence; essayer de leur faire comprendre son utilité primordiale; leur faire saisir quel rendement meilleur ils peuvent en retirer, par l'adoption de méthodes raisonnées. Voilà l'idéal auquel doivent tendre nos institutions d'enseignement.

Que de fois j'ai constaté le bienfait de la mise en pratique des enseignements modernes agricoles! Le succès de l'un ferait tomber les hésitations de l'autre et, l'exemple aidant, en peu d'années nous serions surpris de constater les améliorations obtenues.

Parlant plus spécialement en ce qui touche ma région, je demanderais à l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Motherwell) de continuer les services du Bureau de l'examen des graines de semence à Québec. Nos cultivateurs en ont déjà retiré des profits appréciables. Il y a quelque lenteur de leur part à s'en servir, mais n'oublions pas qu'il faut y aller lentement dans la propagande des méthodes modernes de culture, si nous voulons leur succès.

Je ne puis que féliciter l'honorable ministre de l'Agriculture et son département, qui encouragent l'élevage du mouton par des subventions.

L'honorable député de Parkdale (M. Spence), a été spirituel, l'autre jour, et a paru sympathique au sort des cultivateurs du Qué-

[M. Lafamme.]

bec, ce qui contrastait avec certaines déclarations antérieures à la convention de Winnipeg, l'automne dernier. Il a dit:

"Mais le traité australien aura été cause qu'avant longtemps nous n'aurons que du mouton d'Australie à manger; nous ne pourrions trouver une seule côtelette d'agneau dans tout le Canada. Ce sera un luxe réservé aux millionnaires".

Je puis dire à l'honorable député de Parkdale que, grâce à l'encouragement du département de l'Agriculture, nos gens du Québec ont compris l'avantage qu'il y avait pour eux à s'occuper de ce genre d'élevage, et que dans mon comté les quatre paroisses du centre—Notre-Dame-du-Rosaire surtout—ont débuté depuis peu dans l'élevage des moutons; l'an dernier, leurs moutons ont été classés de première qualité sur le marché de Montréal. Ils n'en resteront pas là: cette année, nous aurons encore un plus grand nombre de têtes et de plus beaux sujets.

Pour aider à l'augmentation de notre population, et pour garder les nôtres au pays, il faudrait que les gouvernements—fédéral et provinciaux—s'unissent dans une forte campagne de colonisation. Ils constateront vite que l'argent dépensé ainsi n'est pas perdu, et avec le même secours accordé aux colons canadiens, de taux de transport personnel spéciaux et de concessions gratuites de terrains comme d'une aide pécuniaire ou de travail pendant les premières années, le problème aura vite perdu de son ampleur.

Je ne vois pas la nécessité d'accepter les suggestions intéressées de nos visiteurs distingués,—entre autres le secrétaire d'Etat pour les affaires des Dominions,—qui semblent vouloir nous donner des directions au sujet de l'immigration. Nos gouvernants sont suffisamment avertis de ce qu'ils doivent faire pour résoudre nos problèmes. Quant à nous, nous n'aurions pas l'audace de suggérer une solution aux problèmes que ces visiteurs ont eux-mêmes à résoudre chez eux.

Nos adversaires ont beaucoup parlé de ruine, de chômage, d'usines closes, de nouvelles fermetures après la mise en force de ce budget. Le chômage est plus intense ailleurs que chez nous, et pour faire suite à ce que les honorables députés de ce côté-ci de la Chambre ont cité au sujet des Etats-Unis, nous avons la déclaration du premier ministre de l'Angleterre à la Chambre des communes, le 13 février dernier: qu'il y avait un million de sans-travail en Angleterre. Il est vrai que dans la ville de Montmagny, dans mon comté, une grande usine est fermée depuis quelques années, mais je ne crains pas d'affirmer que ce n'est pas parce que nous n'avons pas eu la protection. Il serait à souhaiter que ses portes s'ouvrent de nouveau, et si le Gouverne-